Les évêques et la propagande de l'“Action Catholique”

I

(De l'Action du 24 octobre 1915)

Ainsi donc, “le gouvernement légitime du Canada ayant décidé que le concours que nous devons donner à l'Angleterre devait consister en hommes et en argent”, l'Action catholique “a cru que ce mode d'accomplir nos obligations envers la métropole, mode déterminé par l'autorité compétente, qui seule pouvait en juger avec pleine connaissance, ne répugnait ni au droit naturel ni au droit constitutionnel, que personne n'a démontré avoir été violé en cette circonstance par le parlement du Canada”.

“Telle a été” l'attitude de l'Action catholique, “et telle elle serait encore” si elle avait “aujourd'hui à la prendre” (1).

En d'autres termes, l'Action catholique aurait bien pu — comme tant d'autres, hé-

(1) De l'Action catholique du 5 octobre, sous le titre de “Simple mise au point”.